La mobilisation après l'attentat de Strasbourg: quelques notes sur la situation

1. L'attentat de Strasbourg est une bénédiction pour le gouvernement. Le 20 novembre, Castaner osait culpabiliser les gilets jaunes en brandissant la menace terroriste (https://urlz.fr/8rtw). Les gilets jaunes mettaient en péril le pays parce que les forces de l'ordre délaissaient la lutte anti-terroriste pour se concentrer sur la répression des gilets jaunes. L'attentat a donc eu lieu. Immédiatement, le gouvernement a utilisé l'attentat pour culpabiliser les gilets jaunes qui voudraient continuer la mobilisation. Tout le pays devait s'unir derrière son gouvernement face à la menace terroriste : pas question de manifester samedi. Le gouvernement a aussi pris le prétexte de l'attentat et de « Vigipirate renforcé » pour multiplier les interventions policières afin de démonter les barrages de gilets jaunes.

2. De nombreux gilets jaunes se posent des questions autour de l'attentat de Strasbourg. A qui profite le crime ? A Macron très clairement. La classe dominante et ses médias s'offusquent de ces complotistes arriérés. S'il est absurde d'affirmer sans preuve que le gouvernement a une part de responsabilité directe dans l'attentat de Strasbourg, nous comprenons la méfiance à l'égard des discours officiels. Macron et les siens veulent utiliser ce crime pour appeler à la fin de la mobilisation et refaire l'unité nationale derrière eux tandis que la droite et l'extrême-droite veulent en profiter pour vomir leurs discours racistes et anti-immigration. Il y a également des expériences historiques aujourd'hui connues comme celles de l'Italie (et ses attentats fascistes que l'appareil d'état a laissé commettre dans les années 1970). Toute la lumière doit être faite sur cet attentat. Nous ne prenons pas pour argent comptant tout ce qui sort des officines du pouvoir. Mais nous rappelons que l'hypothèse d'une implication étatique ne change rien à la responsabilité de la bourgeoisie et de ses politiques (casse sociale, racisme d'état, guerres impérialistes etc.) dans la réalisation de cet attentat, ni aux instrumentalisations sordides qu'elle en fait. Nous les dénonçons avec vigueur et apportons encore une fois notre soutien aux victimes et à leurs familles.

3. Au moment des attentats de Charlie, on nous expliquait : la meilleure façon de lutter contre le terrorisme, c'est de continuer à vivre comme avant, ne rien changer à nos habitudes. Continuons à boire sur les terrasses, « je suis terrasse » s'enthousiasmaient nos éditorialistes qui s'auto-félicitaient de leur courage en buvant leur apéro dans les bars huppés de la capitale ! Et aujourd'hui que nous disent-ils ? Rentrez chez vous, ne manifestez pas, fermez vos gueules et regardez BFM. Unité nationale derrière le gouvernement de l'oligarchie ! De qui se moque-t-on ? Nous sommes réellement solidaires des victimes de Strasbourg, et c'est au nom de cette solidarité que nous

vomissons l'instrumentalisation de cet attentat par ce pouvoir devenu illégitime.

4. Les lycéens continuent à se mobiliser, malgré la répression, malgré l'attitude lamentable des directions syndicales dont la réaction n'est pas du tout à la hauteur. Des lycéens sont été mutilés et humiliés…. Et la direction de la FSU est incapable de lancer un mot d'ordre clair de grève contre la répression, d'inviter clairement les enseignants à se porter aux côtés des lycéens aux portes des lycées. C'est lamentable. Néanmoins, la mobilisation continue. Le « mardi noir » n'a pas été aussi massif qu'on aurait pu l'espérer. Mais au lendemain de l'attentat de Strasbourg, la mobilisation s'est poursuivie mercredi et jeudi. La mobilisation étudiante se poursuit également, avec des universités bloquées, notamment Tolbiac (près de 1.000 étudiants en AG mercredi 12 décembre), Nanterre (2.500 étudiants en AG lundi 10 et jeudi 13 décembre) ou Toulouse le Mirail. A Rennes II, une majorité a voté le déblocage de la fac jeudi 13 décembre.

5. La CGT a appelé à une journée d'action vendredi 14 décembre. Cette journée aurait du permettre la jonction du mouvement ouvrier avec les gilets jaunes et les lycéens, permettant de franchir un seuil dans le rapport de force avec le gouvernement. Malheureusement, la direction de la CGT a saboté sa propre journée : elle a refusé de se donner les moyens d'une participation massive des salariés. Dans la fonction publique, la CGT appelle certes à participer aux manifestations du 14 décembre… mais elle n'appelle pas réellement à la grève, préférant préparer une journée de grève autour du 15-20 janvier. C'est lamentable : c'est maintenant qu'il faut se mobiliser ! Il y a une fenêtre de tir pour vaincre ce gouvernement, et malheureusement les bureaucraties syndicales sabotent le tous ensemble. Néanmoins, la contestation monte dans la CGT : des Unions départementales et des fédérations réclament un véritable plan de mobilisation pour bloquer le pays et exigent une réunion urgente du CCN (direction élargie) de la CGT (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31715). Mais pour le moment, Martinez maintient le cap… de la démobilisation.

6. Samedi 15 décembre aura lieu l'acte V de la mobilisation des gilets jaunes. De plus en plus d'organisations syndicales rejoignent le mouvement et appellent à manifester le 15 décembre. Enfin ! Parmi les derniers appelants au 15 décembre figurent l'UD CGT 75 (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31753) et Solidaires (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31710). Mais le contexte est difficile : l'attentat de Strasbourg et son exploitation dégoutante par le gouvernement jouent évidemment contre la mobilisation. Néanmoins, une grande majorité des gilets jaunes affiche une détermination inchangée. Les médias capitalistes nous exhibent jusqu'à la nausée des gilets jaunes « conciliants », « responsables », qui appellent à stopper la mobilisation. La petite bourgeoise Jacline Mouraud est plus que jamais mise sur le devant de la scène. Le Cauchy, « citron pressé » (qui vire sur le brun…) est lui aussi érigé en porte-parole alors qu'il a été dégagé des gilets jaunes de Toulouse. Mais avec son costard cravate et ses discours de mollasson, il plaît beaucoup aux éditocrates macronards. Ces derniers affichent d'ailleurs de plus en plus leur haine pour les gilets jaunes qui refusent de courber l'échine (cf. par exemple l'horrible Bruno Jeudy, qui

chasse les « faux gilets jaunes » : https://tendanceclaire.org/breve.php?id=31665).

7. Les masquent tombent. La droite et l'extrême droite, de concert avec les macronards, ordonnent aux gilets jaunes d'arrêter la mobilisation. Les gilets jaunes, ils les aiment bien, mais il est temps désormais de retourner gentiment à la maison. Soyez patients… et voter bien aux prochaines élections ! Pour ces ordures, la défense du bas peuple s'arrête quand les intérêts des capitalistes commencent à être menacés. L'impact sur les profits commence à se faire sentir… donc il faut être responsable et arrêter. Alors que Dupont Aignan et Le Pen semblent bénéficier dans les sondages de la mobilisation, espérons que leurs crachats à l'adresse des gilets jaunes se retourneront contre eux. Nous saluons la position de la France insoumise qui appelle clairement à participer à l'acte V de la mobilisation : il faut en effet refuser les intimidations et converger par dizaines de milliers dans Paris samedi 15 décembre. C'est d'autant plus important que l'impact sur l'économie commence à se faire sentir.

8. Face à tous ces ennemis, nous ne devons compter que sur nous-mêmes, sur notre auto-organisation collective. Dans beaucoup d'endroits, les gilets jaunes font l'expérience de la démocratie directe et s'enracinent. L'enjeu est désormais est que que les comités se coordonnent et puissent être en capacité de contrôler leur propre mouvement, en déjouant toutes les entreprises de destabilisation. Il faut aussi clairement se fixer l'objectif du blocage maximal de l'économie. Il faut attaquer là où cela fait mal pour créer un rapport de force maximal. **Dans les syndicats, nous devons nous battre contre la stratégie des bureaucraties syndicales**. Il faut se battre pour que nos organisations appellent à la grève et à bloquer l'économie avec les gilets jaunes. **Soyons nombreux dans la rue vendredi 14 et samedi 15 décembre : cela conditionne la suite du mouvement !**

Gaston Lefranc, le 13 décembre 2018